



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 22 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Région : les États-Unis et l'ASEAN lancent leur premier dialogue ministériel sur l'IA pour renforcer les infrastructures numériques et la coopération technologique régionale
- ❖ Indonésie : Paris et Jakarta élèvent leur relation au rang de partenariat stratégique global
- ❖ Thaïlande : la France et la Thaïlande relancent leur projet de partenariat stratégique à l'occasion de la visite d'Anutin Charnvirakul

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**6 %**

de croissance du PIB  
en g.a. de Singapour  
au T1 2026, portée  
par l'essor de l'IA

### Région

#### L'intégration économique reste un défi majeur pour l'ASEAN

Réunis lors du Jakarta Globe Insight Forum à Jakarta, l'économiste Lili Yan Ing, secrétaire générale de l'International Economic Association, et l'ancien ambassadeur indonésien auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Iman Pambagyo, ont alerté sur les obstacles persistants à l'intégration économique régionale. Malgré un marché de près de 690 millions d'habitants et un PIB combiné de plus de 4 100 Md USD, le commerce intra-ASEAN stagne autour de 21 % des échanges totaux depuis plus de deux décennies. Les intervenants ont notamment pointé les barrières non tarifaires, la complexité des règles d'origine et la priorité accordée aux intérêts nationaux, qui freinent l'émergence d'un véritable marché commun régional. Dans un contexte de tensions commerciales et de recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales, ils ont appelé à un renforcement de la coopération économique au sein du bloc.

## Lancement d'une ministérielle sur l'intelligence artificielle entre les États-Unis et l'ASEAN

Les États-Unis et les pays de l'ASEAN ont tenu à Singapour, le 20 mai, leur première réunion ministérielle consacrée à l'intelligence artificielle (IA), en marge du salon Asia Tech x Singapore. Conduite par le sous-secrétaire d'État américain chargé des affaires économiques, Jacob Helberg, cette initiative marque le lancement de la feuille de route vers le cinquantième anniversaire des relations États-Unis-ASEAN en 2027 et s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique global établi en 2022. Les échanges ont réuni les ministres du numérique de l'ASEAN, le secrétariat de l'organisation ainsi que des représentants du secteur privé américain. Les discussions ont porté sur le développement et la gouvernance de l'IA, le renforcement des infrastructures numériques et l'approfondissement de la coopération technologique régionale. Washington a notamment mis en avant les programmes Pax Silica et US AI Exports, destinés à soutenir l'émergence d'un réseau de partenaires technologiques de confiance et à renforcer son ancrage économique et stratégique en Asie du Sud-Est.

## Indonésie

### L'Indonésie fait face à un déficit record de sa balance des paiements au T1 2026

La balance des paiements de l'Indonésie a enregistré un déficit de 9,1 Md USD au T1 2026, après -7,8 Md USD sur l'ensemble de l'année 2025 et -787 M USD au T1 2025. L'excédent de la balance commerciale (8,0 Md USD, en forte baisse après les 13,1 Md USD enregistrés au T1 2025) n'a pas permis de compenser les déficits de la balance des services (-4,6 Md USD) et de la balance des revenus primaires (-9,2 Md USD). Ainsi, le solde du compte courant s'établit à -4,0 Md USD. Le compte financier s'établit lui aussi en territoire négatif (-4,9 Md USD au T1 2026, contre -344 M USD au T1 2025), alors que les flux nets d'IDE tout comme les investissements de portefeuille reculent fortement, respectivement à 2,0 Md USD pour les IDE, contre 2,8 M USD au T1 2025, et 730 M USD contre 1,0 Md USD au T1 2025 et 4,7 Md USD au T4 2025. Surtout, d'importantes sorties de capitaux sont enregistrées parmi les « autres investissements » (-7,8 Md USD au T1 2026, contre -8,9 Md USD sur l'ensemble de l'année 2025), notamment en raison de sorties de devises étrangères (-5,8 Md USD) et du remboursement d'emprunts (-3,0 Md USD) détenus par le secteur privé.

### Visite d'Etat du Président Prabowo Subianto à Paris le 28 mai

Le Président Emmanuel Macron a reçu Prabowo Subianto, Président de la République d'Indonésie, ce jeudi au Palais de l'Élysée, à l'occasion de sa visite d'État en France. Cette rencontre a permis d'annoncer le rehaussement de la relation entre les deux pays au niveau d'un partenariat stratégique global et d'approfondir la

coopération dans les domaines de la défense, de l'énergie, de l'agriculture, des transports, de la recherche et de l'enseignement supérieur. Après s'être entretenus, les deux Présidents ont clôturé le Haut conseil d'affaires France-Indonésie, co-présidé par Anindya Bakrie, Président de la Chambre de commerce indonésienne KADIN, et Antoine de Saint-Affrique, PDG de Danone et Président du comité Indonésie du MEDEF International.

## Malaisie

### Le climat des affaires se détériore en Malaisie au deuxième semestre 2026

Selon le Département des statistiques malaisiennes (DOSM), les perspectives des entreprises malaisiennes se dégraderont au T2 2026, l'indicateur de confiance de ces derniers reculant à -1,8 % contre +4% au Q4 2025, reflet de la prudence des acteurs économiques face à un environnement mondial plus incertain. Le ralentissement touche principalement la construction (-9,5 %), le commerce de gros et de détail (-7,5 %), ainsi que l'industrie (-3,7 %), tandis que les services demeurent positifs (+6,2 %), tirés par les mesures gouvernementales de soutien à la consommation domestique. Malgré ce tassement, les perspectives à moyen terme demeurent relativement favorables : 33 % des entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires au T2 et le solde net d'emploi reste positif à 5,3 %.

### Petronas consolide ses actifs stratégiques en Asie du Sud-Est

Petronas accélère sa réorganisation régionale dans les hydrocarbures avec la création imminente d'une coentreprise avec ENI en Indonésie et en Malaisie, dans le prolongement de l'accord conclu fin 2025 avec le groupe pétrolier italien. Les gouvernements malaisien et indonésien ont approuvé le transfert à la future société commune SEARAH de 19 actifs pétroliers et gaziers (14 en Indonésie et 5 en Malaisie), jusqu'ici détenus par Petronas et ENI. Le lancement opérationnel de cette nouvelle entité est attendu au 1<sup>er</sup> juillet 2026, avec une production initiale supérieure à 300 000 barils équivalent pétrole par jour (bepj/j) et un objectif de plus de 500 000 bep/j à moyen terme. Parallèlement, Petronas a annoncé le rachat intégral des parts de Saudi Aramco dans le complexe pétrochimique PRefChem à Pengerang, qui devient ainsi une filiale entièrement détenue et opérée par le groupe malaisien. Scellée en 2017, l'alliance entre Petronas et Aramco visait à faire émerger à Pengerang un hub régional de raffinage et de pétrochimie alimenté notamment en brut saoudien. Cette opération ne remet toutefois pas en cause les accords commerciaux d'approvisionnement en pétrole brut entre les deux groupes. Pour rappel, l'Arabie saoudite représentait 33 % des importations malaisiennes de pétrole brut en 2025.

## Crise énergétique : le gouvernement élargit le dispositif de diesel subventionné

Le gouvernement malaisien a annoncé un élargissement du dispositif de subventions au diesel (SKDS) au secteur du transport terrestre de marchandises, avec l'intégration à partir du 1<sup>er</sup> juin des jeeps et pickups à l'échelle nationale. Jusqu'à présent, ces véhicules n'étaient éligibles que dans la région montagneuse des Cameron Highlands. Les autorités ont également décidé d'étendre le bénéfice des subventions aux véhicules initialement enregistrés au nom de particuliers, sous réserve de leur transfert vers une société enregistrée. Parallèlement, le gouvernement a revu les quotas mensuels attribués via les cartes carburant du SKDS, désormais compris entre 900 et 5 000 litres selon 23 catégories de véhicules. Cette réforme vise à renforcer le contrôle des subventions et limiter les détournements et fraudes liés aux cartes flotte. Au 20 mai, plus de 179 000 entreprises et 432 000 véhicules bénéficiaient des dispositifs publics de subventions au carburant en Malaisie. La politique de subventions du gouvernement coûterait désormais près de 1,7 Md USD par mois depuis le début de la crise, contre environ 173 M USD auparavant.

## Singapour

### Une croissance robuste soutenue par l'IA au premier trimestre 2026, dans un contexte d'incertitudes accrues

Au premier trimestre 2026, l'économie singapourienne a enregistré une croissance du PIB de 6 % en glissement annuel, contre 5,7 % au trimestre précédent, portée par la vigueur du secteur manufacturier, de la finance et des services liés à l'intelligence artificielle (IA). En variation trimestrielle, la croissance s'établit à 1 %, en léger ralentissement par rapport aux 1,3 % du trimestre précédent. Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) maintient sa prévision de croissance pour 2026 dans une fourchette de 2 à 4 %, malgré la dégradation de l'environnement mondial liée notamment aux tensions au Moyen-Orient. La dynamique de l'IA continue de soutenir les exportations électroniques, les équipements de précision et les chaînes d'approvisionnement industrielles, compensant partiellement la faiblesse des segments non technologiques. En revanche, la hausse des prix de l'énergie pèse sur les industries chimiques et le raffinage, tandis que les coûts logistiques affectent le transport. Le MTI souligne que les risques de baisse se multiplient en lien avec l'incertitude énergétique, les tensions commerciales et la volatilité des marchés financiers mondiaux.

## **Un ralentissement inattendu de l'inflation sous-jacente en avril malgré une prévisible hausse des coûts**

L'inflation sous-jacente à Singapour a ralenti de manière inattendue en avril 2026, atteignant 1,4 % en variation annuelle contre 1,7 % en mars, selon la Monetary Authority of Singapore (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI). Cette décélération reflète principalement un ralentissement des prix des services ainsi que des biens de détail, compensée toutefois par une hausse de l'inflation globale à 1,8 % en raison de la hausse des coûts liés au transport privé et au logement. L'inflation du transport privé s'est accélérée, passant de 6,6 % à 8,1 %, sous l'effet du renchérissement des carburants et des véhicules. Les autorités soulignent toutefois que les pressions sur les coûts devraient s'accroître dans les prochains mois, sous l'effet de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Ces évolutions devraient se transmettre progressivement aux coûts de production, d'électricité et de transport. La MAS et le MTI maintiennent leur prévision d'inflation pour 2026 entre 1,5 % et 2,5 %, tout en signalant une incertitude élevée sur la trajectoire des prix.

## **Lancement du premier indice national sur les inégalités de capital social**

L'association Access Singapore publiera début 2027 le premier indice national consacré à la mesure des écarts de capital social et d'accès aux opportunités à Singapour. Développé avec la société d'études Milieu Insight, cet outil vise à alimenter les réflexions sur la mobilité sociale, alors que le ministère des Finances (MoF) a constaté un ralentissement de la mobilité intergénérationnelle. L'enquête, dont la collecte de données débutera dès juillet 2026, portera sur plus de 2 000 personnes afin d'évaluer les disparités d'accès aux réseaux professionnels, au mentorat et aux parcours de seconde chance. Ces débats s'inscrivent dans les réflexions en cours sur la préservation de la mobilité sociale. Lors du sommet Social Mobility, le 26 mai, le ministre de la Santé et ministre coordinateur des politiques sociales, Ong Ye Kung, a participé aux échanges sur ces enjeux. À cette occasion, le député Shawn Loh a notamment appelé à prévenir l'enracinement des inégalités sociales, en plaidant pour un accès plus équitable aux services éducatifs et pour une réflexion sur la transmission intergénérationnelle du patrimoine.

# Vietnam

## Les dépôts des ménages insuffisants pour soutenir la croissance du crédit

Fin janvier 2026, les dépôts des ménages vietnamiens auprès du système bancaire ont dépassé 10 300 Md VND (390,8 Md USD), en hausse de 0,45 % par rapport à fin 2025, selon la State Bank of Vietnam (SBV). En parallèle, les dépôts des entreprises ont reculé de 1,62 % à 227,6 Md USD. Cette progression des dépôts, insuffisante au regard de la croissance du crédit, s'explique par une réorientation de l'épargne vers l'or et les actifs en dollars dans un contexte de dépréciation du dong. Il en résulte un écart croissant entre octroi de crédit et la collecte des dépôts. À mi-mai 2026, l'encours de crédits bancaires atteignait 736,1 Md USD, en hausse de 18,3 % en glissement annuel, tandis que les dépôts ne progressaient que de 14,9 % à 682,9 Md USD. Ce manque de liquidité des banques constitue une fragilité structurelle de moyen terme. Le ratio crédit/PIB a atteint 145 %, le plus élevé de l'ASEAN, avec un quart des encours concentrés dans l'immobilier. Des tensions ponctuelles sur le taux interbancaire overnight sont apparues, témoignant d'un resserrement des conditions de liquidité du système bancaire vietnamien. Pour attirer les dépôts, certaines banques privées ont déployé des taux de rémunération attractifs (entre 6,2 % et 7,1 %), renchérissant le coût de refinancement des banques. La SBV a demandé aux établissements de contenir la hausse des taux, ramenant le taux moyen sur nouveaux dépôts à 5,7 % fin avril. Elle a par ailleurs plafonné la croissance du crédit à 15 % en 2026.

## 8,8 millions d'arrivées de touristes sur les quatre premiers mois de 2026, en hausse de 14,6 % sur un an

Le Vietnam confirme sa trajectoire de croissance touristique soutenue en début d'année 2026 : les arrivées internationales ont atteint 8,79 millions sur la période janvier-avril 2026, contre 7,67 millions sur la même période de 2025, soit une progression de +14,6 %. Au rythme actuel, l'objectif annuel de 25 millions de visiteurs étrangers fixé par le gouvernement, accompagné d'un objectif de recettes touristiques de 1 125 Md VND (42,9 Md USD) pour 2026 devrait être atteint. En décomposition, la Chine et la Corée du Sud concentrent à elles seules 39,8 % des flux (respectivement 21,1 % et 18,7 %), mais leurs trajectoires divergent. La Chine recule de 5,1% alors que la Corée du Sud progresse de 3,8 %. Parmi les dix premiers marchés, la Russie (5,7 % du total) enregistre de loin la plus forte croissance avec +203 % sur un an, suivie par les Philippines (2,7 %, +73,4 %) et l'Inde (3,7 %, +59,1 %). Pour rappel, la contribution directe du tourisme au PIB était de 8,8 % en 2025 selon la Vietnam National Authority of Tourism.

## **Restructuration des activités de VinFast (automobile) pour attirer les investisseurs**

Dans un document déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis le 12 mai 2026, la société VinFast a présenté des modifications à venir de sa structure actionnariale dans l'objectif d'alléger la charge de sa dette. VinFast Trading and Production JSC (VFTP) a annoncé qu'elle se scinderait en deux entités au 3ème trimestre de 2026 : la société nouvellement créée VFVN (VinFast Vietnam JSC) gèrera les activités à forte valeur ajoutée (R&D, marketing, propriété intellectuelle, ventes), alors que VFTP conservera les usines de fabrication et les actifs industriels de VinFast au Vietnam. L'entité manufacturière continuera d'assumer toutes les obligations financières envers les créanciers, l'accord prévoyant le transfert de 6,9 Md USD de dettes. Une fois la restructuration achevée, VFTP sera cédée pour 530 millions de dollars à un consortium dirigé par la société Future Investment Research and Development (FIRD) dont l'actionnaire majoritaire (92 %) est l'homme d'affaires Nguyen Hoai Nam, membre du conseil d'administration de Vincom Retail et directeur général de la filiale vietnamienne du conglomérat malaisien Berjaya. A terme, FIRD détiendra 95,5 % de VFTP. Cette opération a pour objectif de désendetter le constructeur automobile vietnamien pour lui permettre de se concentrer sur son expansion à l'international en réduisant ses dépenses d'investissement. Ce modèle « light asset » pourrait permettre également à VFTP, la filiale industrielle, de produire des véhicules pour d'autres constructeurs au regard de ses capacités industrielles. Pour rappel, VinFast affichait fin 2025 un résultat net négatif de 3,9 Md USD et plus de 9 Md USD de dettes.

## **Thaïlande**

### **Visite d'Anutin Charnvirakul à Paris : renforcement des relations franco-thaïlandaises à l'occasion du 170<sup>ème</sup> anniversaire des liens diplomatiques**

Le Premier ministre thaïlandais Anutin Charnvirakul a effectué une visite officielle en France du 22 au 26 mai 2026. Reçu à l'Élysée par le président Emmanuel Macron le 25 mai, les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté d'élever la relation bilatérale au rang de partenariat stratégique et de renforcer la coopération dans plusieurs secteurs prioritaires, notamment l'énergie, les transports dont l'industrie aéronautique, la défense, ainsi que l'enseignement supérieur et la recherche. En parallèle, Anutin Charnvirakul a rencontré le MEDEF International ainsi que les dirigeants de cinq groupes français (Airbus, EssilorLuxottica, Imerys, Thales et IN Groupe) afin d'échanger sur les opportunités d'investissement et de coopération en Thaïlande. La visite a également été marquée par l'adoption du plan d'action conjoint franco-thaïlandais 2026-2028, qui vise à structurer le renforcement des coopérations politiques, économiques, scientifiques et culturelles entre les deux pays.

## **THAIFEX-ANUGA ASIA 2026 : la Thaïlande ambitionne de devenir le « hub alimentaire du futur », avec 4,0 Md USD (130 Md THB) de commandes attendues**

La 22<sup>e</sup> édition du salon THAIFEX-ANUGA ASIA s'est ouverte le 27 mai 2026 à l'Impact Arena de Muang Thong Thani, inaugurée par le Premier ministre Anutin Charnvirakul. Avec 3 590 exposants de 56 pays sur 140 000 m<sup>2</sup>, il s'agit de la plus grande édition de l'histoire du salon alimentaire, classé 4<sup>e</sup> au monde. Le salon accueille des acheteurs de 130 pays et vise 130 Md THB (4,0 Md USD) de commandes. Le gouvernement a saisi l'occasion pour faire évoluer le positionnement de la Thaïlande, de « Cuisine du monde » vers « hub alimentaire du futur » dans un contexte d'exportations alimentaires atteignant 1 254 Md THB (38 Md USD) en 2025. L'innovation occupe une place centrale dans le salon cette année, avec un hall consacré aux startups et aux nouvelles technologies alimentaires, notamment l'IA appliquée à la production, les protéines alternatives, la fermentation de précision et les emballages durables. Des acteurs mondiaux du secteur y sont représentés, aux côtés d'entreprises thaïlandaises comme Betagro, Osotspa et SAPPE. Le Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural, Christophe Hansen, s'est également déplacé à Bangkok pour l'occasion, aux côtés d'une mission d'affaires européenne « Agri-Food ».

## **Révision des règles de partenariat public-privé dans la zone économique spéciale EEC pour accélérer quatre grands projets d'infrastructure**

Le Bureau de la politique de la zone de développement spéciale de l'Est (EECO) a engagé une révision du cadre réglementaire PPP EEC Track, après huit ans d'application sur quatre projets majeurs : le train à grande vitesse reliant trois aéroports, le développement de l'aéroport d'U-Tapao, l'extension du port de Laem Chabang (phase 3), et le développement du port industriel de Map Ta Phut (phase 3). Les modifications visent à réduire l'ambiguïté des procédures, introduire plus de flexibilité dans l'interprétation des contrats et améliorer les mécanismes de gestion des avenants, dont l'absence d'efficacité a entraîné des retards dans l'exécution des projets. L'objectif est d'aligner le cadre thaïlandais sur les standards internationaux de partage des risques entre partenaires public et privé, afin d'attirer davantage d'investisseurs étrangers et d'institutions financières internationales dans la zone EEC.

# Philippines

## Possible remontée des taux de la Banque centrale hors calendrier

La Banque centrale (BSP) a signalé un possible durcissement de sa politique monétaire face à la persistance des tensions inflationnistes liées au conflit au Moyen-Orient. Le gouverneur Eli Remolona Jr. a indiqué qu'une nouvelle hausse des taux pourrait être envisagée avant même la réunion du Monetary Board du 18 juin, tout en laissant ouverte la possibilité d'attendre les chiffres d'inflation de mai, publiés le 5 juin, avant toute décision. La BSP a reconnu des risques croissants de stagflation, avec, selon BDO, une croissance 2026 de +2,2 % avec une inflation de +7,7 %. Le 23 avril, la BSP avait déjà mis fin à plus de deux ans d'assouplissement en relevant son taux directeur de 25 pdb à 4,5 %, afin de limiter les effets de second tour de l'inflation et d'ancrer les anticipations. Malgré ce resserrement préventif, l'inflation pourrait continuer à accélérer (+7,2 % en avril), tandis que le peso a atteint un niveau historiquement bas de 61,75 PHP/USD la semaine dernière.

## Amélioration du taux d'inclusion financière à 58 % au T1 2026

Selon une enquête de Social Weather Stations menée du 24 au 31 mars 2026 auprès de 1 500 personnes, 58 % des adultes de plus de 18 ans détenaient un compte financier au premier trimestre 2026, contre 51 % sur l'ensemble de l'année 2025. La progression a été observée dans toutes les régions, catégories de revenus et niveaux d'éducation. Parmi les répondants ne détenant pas de compte, un tiers a toutefois indiqué qu'un autre membre du foyer en possédait un. Les comptes de monnaie électronique dominent largement : 43 % des répondants déclaraient en posséder un, contre seulement 21 % pour les comptes bancaires, traduisant la faiblesse persistante du taux de bancarisation traditionnel. Selon la BSP, les principaux freins demeurent le manque de ressources financières, le chômage et une connaissance limitée des démarches d'ouverture de compte.

## Tenue du sixième cycle de négociation sur l'accord de libre-échange Philippines-Union européenne

Le sixième cycle de négociations entre les Philippines et l'Union européenne (UE) sur l'accord de libre-échange s'est tenu à Manille du 18 au 22 mai et a notamment permis des avancées sur le commerce numérique, les investissements, la propriété intellectuelle et l'accès au marché. Le Department of Trade and Industry (DTI) espère désormais conclure les discussions lors du prochain round prévu à Bruxelles du 29 juin au 3 juillet. Lancées en 2015 puis suspendues pendant plusieurs années, les négociations avaient repris en mars 2024. Selon le DTI, l'accord pourrait générer jusqu'à 12 Md USD d'exportations supplémentaires en offrant aux produits philippins un accès préférentiel au large marché européen, tout en renforçant les

investissements européens dans les infrastructures, les énergies renouvelables et le numérique. L'UE était le cinquième partenaire commercial des Philippines en 2025, avec 18,1 Md USD d'échanges.

## Cambodge

### Le tourisme pique du nez

Le nombre de voyageurs internationaux a diminué de 44 % (en g.a.) au premier trimestre 2026. Atteignant à peine le million de touristes étrangers, ce recul s'explique avant tout par la chute des entrées terrestres (-700 000 visiteurs), qui ont reculé de 95 % en un an suite au conflit frontalier avec la Thaïlande. Le trafic aérien est aussi affecté. Si le nombre total de passagers reste stable (2,4 M, -4 % en g.a.), les arrivées internationales fléchissent (663 000 voyageurs, -15,9 %). L'envolée du prix du kérosène, causée par le blocage du détroit d'Ormuz, fait grimper les prix des billets et décourage les voyageurs. Pour soutenir le secteur, le gouvernement prévoit plusieurs mesures, par exemple des allègements fiscaux pour les compagnies aériennes. Il affiche vouloir développer de nouvelles liaisons, mais le contexte n'est pas vraiment porteur. L'objectif affiché de 8 millions de passagers aériens pour 2026 risque donc d'être difficile à atteindre.

### Caoutchouc : les usines présentes, la matière absente

Le Cambodge a inauguré sa plus grande usine de transformation de caoutchouc naturel. Répartie sur 15 hectares et exploitée par un groupe agro-industriel hongkongais, elle vise à produire 100 000 t/an de caoutchouc standardisé. Le principal objectif est de fournir ces produits aux fabricants chinois de pneumatiques installés au Cambodge. Mais le réel obstacle de cette industrie réside en amont : la matière brute. D'une part, la production a de faibles rendements, pénalisée par une logique de rente et l'éparpillement de petites exploitations familiales. D'autre part, le caoutchouc naturel récolté ne correspond pas forcément aux exigences de ces usines en termes de qualité et de standardisation. Ce déficit qualitatif contraint ces usines à en importer du Vietnam et de Thaïlande. L'enjeu est pourtant considérable : couplé à l'industrie des pneumatiques, le secteur représente désormais le deuxième poste d'exportation cambodgien (6,6 % en 2025, avec une croissance de 37 %), juste derrière le textile.

### Vers une autoroute électrique Cambodge-Laos

Avec l'appui de l'ASEAN et de la Banque mondiale, le Cambodge et le Laos se sont engagés à réaliser des études de faisabilité pour renforcer leur interconnexion électrique. Celles-ci doivent évaluer les procédés techniques envisagés, les impacts environnementaux, tout en respectant les cadres juridiques des deux pays. Actuellement, le Cambodge importe de l'électricité laotienne via une ligne de 115 kV et une de 500 kV. Cet accord prévoit la construction de deux lignes de 500 kV sur 300 km, pour relier le Laos à Phnom Penh d'ici 2030. Le projet suscite néanmoins des critiques. Il implique le défrichement d'une bande de 65 km de long dans la forêt primaire de Prey Lang (6

km ont déjà été rasés). Ces lignes doivent contribuer à soutenir l'importation croissante d'électricité en provenance du Laos, qui devrait être multipliée par trois d'ici 2040. En 2025, le Laos représentait 65 % des importations cambodgiennes d'électricité (2,9 TWh), importations dont le total couvre 11 % de la consommation du Royaume.

## Laos

### L'inflation ralentit, mais le coût de la vie reste élevé

L'inflation au Laos a reculé à 9 % en mai, contre 10,2 % en avril, marquant un premier ralentissement après plusieurs mois de hausse des prix. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix du carburant et une légère stabilisation de la monnaie nationale, qui a contribué à réduire les coûts des importations. Les prix de l'essence ont chuté de 14,1 % entre avril et mai, tandis que ceux du diesel ont reculé de 22,5 %, entraînant une baisse de 6,3 % des coûts de transport. Toutefois, le niveau général des prix reste élevé pour les ménages. Les dépenses liées à l'électricité et à l'eau continuent d'augmenter, avec une hausse de 20,4 % pour les services publics. Les prix alimentaires continuent de progresser à un rythme soutenu, en particulier ceux des légumes (+23,5 %). Malgré le ralentissement de l'inflation, le niveau élevé des prix continue de peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

### Le Laos et le Cambodge lancent une étude d'interconnexion électrique dans le cadre de l'ASEAN Power Grid

Le 25 mai, le Laos et le Cambodge ont signé à Phnom Penh un accord-cadre visant à lancer une étude de faisabilité sur une interconnexion de leurs réseaux électriques. Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan d'action de l'ASEAN pour la coopération énergétique (APAEC) 2026-2030, qui vise à porter la part des énergies renouvelables à 30 % du mix énergétique régional et à 45 % des capacités installées d'ici 2030. L'initiative, portée par les compagnies publiques d'électricité des deux pays et coordonnée avec le Centre de l'énergie de l'ASEAN et la Banque mondiale, doit définir les normes techniques et juridiques nécessaires au commerce transfrontalier d'électricité. Ce corridor sud complète le développement progressif du réseau électrique régional. Le Laos a récemment mis en service une ligne de 500 kV vers la Chine, capable de transporter jusqu'à 3 TWh par an, et exporte également de l'hydroélectricité vers la Thaïlande, la Malaisie et Singapour dans le cadre d'un projet régional désormais porté à 200 MW.

## L'Union européenne sanctionne la banque laotienne JDB en raison de ses liens présumés avec la Russie

L'Union européenne a inscrit la Joint Development Bank (JDB) sur sa liste de sanctions dans le cadre de son 20e paquet de mesures contre la Russie. Selon Bruxelles, la banque laotienne entretenait des liens avec le Système de transfert de messages financiers (SPFS), réseau russe alternatif à SWIFT, et aurait participé à des mécanismes de contournement des sanctions occidentales. La JDB figure parmi quatre institutions financières de pays tiers visées par ces mesures, aux côtés d'établissements situés notamment au Kirghizstan et en Azerbaïdjan. L'UE entend ainsi limiter les circuits financiers susceptibles de soutenir l'économie russe dans le contexte de la guerre en Ukraine. Les sanctions interdisent aux personnes et entités de l'Union d'effectuer des transactions avec la banque et prévoient le gel de ses éventuels avoirs dans l'UE. Il s'agit de la première institution financière laotienne sanctionnée par l'Union européenne en lien avec le conflit russo-ukrainien.

## Birmanie

### Le ministère de l'Énergie annonce la mise en œuvre de 40 projets dans les secteurs de l'énergie et de l'électricité

Parmi les initiatives annoncées, figurent le projet solaire de Thapyaywa dans le canton de Thazi (région de Mandalay), le projet solaire de Shwe Myo à Naypyidaw, ainsi que le projet hydroélectrique de Kanyin dans le canton de Myanaung (région d'Ayeyarwady). Au total, 23 projets seraient dédiés au secteur énergétique et 17 à celui de l'électricité. Le ministère de l'Électricité et de l'Énergie (MoEE) a également indiqué que la demande en électricité augmentait d'environ +15 % par an en Birmanie, tandis que l'offre actuelle ne couvre que près de 70 % des besoins. Cette situation s'explique en partie par le fait que certains projets de production d'électricité prévus n'ont pu être mis en œuvre. Par ailleurs, le ministère a précisé que près de 3,5 % de l'électricité totale produite dans le pays est utilisée pour le fonctionnement des centrales électriques et des postes de transformation. En outre, environ 4,5 % de l'électricité produite est perdue lors du transport via le réseau national, portant à près de 8 % la part de l'électricité produite qui n'est pas disponible pour les consommateurs finaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr)